

[Français]

M. Ouellet: Monsieur l'Orateur, il est clair que mon ministère a l'intention d'assurer un service égal et équitable à tous les Canadiens, quel que soit l'endroit où ils habitent. Cependant, comme dans tous les autres ministères, je suis soumis à des contraintes budgétaires.

* * *

LE CODE CRIMINEL

LA DEMANDE PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE DE L'ABITIBI D'UN RÉFÉRENDUM SUR LA PEINE CAPITALE

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général du Canada. Peut-il dire à la Chambre s'il a pris connaissance de la résolution de la Chambre de Commerce de l'Abitibi réclamant un référendum sur la peine de mort lors de la prochaine élection, et peut-il dire aussi s'il considère cette demande raisonnable afin de permettre à la population canadienne de se prononcer sur ce sujet bien particulier?

[Traduction]

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu copie de la résolution adoptée par la Chambre de Commerce de l'Abitibi à ce sujet. Tout ce que je puis dire au député c'est que, traditionnellement, nous ne réglons pas ces questions importantes par référendum. Les parlements sont élus pour le faire.

L'OPPORTUNITÉ DE LA RÉGLEMENTATION DES ARMES À FEU PAR VOIE LÉGISLATIVE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, à la lumière du nombre grandissant d'homicides criminels et non criminels par les armes à feu, le solliciteur général passerait-il maintenant de l'étape des études à la présentation à la Chambre d'un projet de loi visant à restreindre l'usage de certaines armes et à en contrôler d'autres?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai signalé à la Chambre à plusieurs reprises, un groupe spécial au sein du ministère, a déjà été chargé d'examiner les lois actuelles en vue de recommander certaines réformes et modifications. En outre nous devons rencontrer à Ottawa, lundi et mardi prochains, un groupe de préposés à l'enregistrement des armes à feu que nous voulons consulter à ce sujet. Tout en voulant accélérer la présentation du rapport sur le sujet, nous devrions reconnaître, je crois, que la question est complexe et qu'il n'y a pas de solutions simples ou de panacées. A mon avis, il vaut mieux attendre quelques mois et faire les choses sérieusement que d'agir tout de suite pour faire parade.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, M. Stevens a rappelé dans le *Globe and Mail* que le ministre avait dit la même chose il y a un an; pense-t-il qu'il possède maintenant assez de données, de faits et de preuves d'homicides volontaires et involontaires commis dans tout le pays pour présenter un bill pratique, réaliste et applicable?

Questions orales

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, je ne sais pas si la date du rapport est exacte. Je sais bien que nous avons entamé cette étude il y a plusieurs mois, que nous avons amélioré le statut de ce groupe d'étude et fixé une date limite pour la présentation du rapport, parce que des crimes à main armée graves ont été commis dernièrement. Nous espérons être en possession de ce rapport vers le milieu de l'été.

* * *

FINANCE

LES RÉPERCUSSIONS DE L'AUGMENTATION DES DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES—LES VUES DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, le gouverneur de la Banque du Canada semble disposé à faire monter les taux d'intérêts, même sur les prêts hypothécaires, pour essayer d'enrayer l'inflation; aussi, le ministre des Finances, peut-il dire à la Chambre s'il est d'accord avec le gouverneur et, dans ce cas, s'il serait d'accord que le prix de l'argent augmente, compte tenu des conséquences qu'une telle politique aura sur la demande de logements et sur les projets d'investissements des entreprises?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, dans le discours qu'il a fait dernièrement à l'association des courtiers d'assurance-vie, le gouverneur de la Banque du Canada a dit qu'il prévoyait offrir davantage d'argent pour permettre à l'économie de prendre de l'expansion, mais pas à un point tel que cela aggrave l'inflation. Vraiment, le député doit se décider. Il a passé pas mal de temps à s'inquiéter du fait qu'il y avait trop d'argent disponible au cours des dernières semaines. Il est évident que, si l'on veut restreindre la quantité d'argent disponible, les taux d'intérêt augmenteront.

DEMANDE D'APPUI FINANCIER AUX SECTEURS DE L'ÉCONOMIE LES PLUS TOUCHÉS PAR LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, si le ministre des Finances s'était décidé un peu plus tôt, il aurait peut-être pu déposer son budget avant le 23 juin. De toute façon, si le gouvernement décide qu'il faut hausser les taux d'intérêt, le ministre se propose-t-il d'offrir une aide spéciale aux secteurs de l'économie comme le logement, qui seront durement frappés par une telle hausse?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député traite de questions budgétaires; il aura l'occasion d'exprimer son point de vue sous peu.

DEMANDE DE PRÉVISION DU COMPTE DÉFICITAIRE DE LA CAISSE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, les soldes actifs du gouvernement étant tombés de 1.2 milliard de dollars depuis janvier, le ministre nous dirait-il s'il estime toujours à 3 milliards notre déficit en caisse, compte tenu du déficit prévisible de l'assurance-chômage et de la chute possible des revenus fiscaux en raison de la récession actuelle?